

ABONNEMENTS
AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
30 Nos 32 fr.	30 Nos 32 fr.
36 Nos 11 fr.	36 Nos 11 fr.
12 Nos 5 fr. 50	12 Nos 7 fr. 50

Chèque Postal : N. Faudier, Paris 506.00,
29, rue Plat, Paris (20°).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

« LE NOUVEL EMPLOI »
TOUTES LES GARANTIES DE SECURITE QU'UN CAPITALISTE PEUT EXIGER !

(Le « Populaire » du 13 mars 1937.)

LE GOUVERNEMENT BLUM AJOUTE
LE PLOMB A CES GARANTIES.

Le capitalisme ne saurait
être mieux servi !

APRÈS METLAOUI, CLICHY: L'ORDRE CONTINUE

LE SANG OUVRIER A COULÉ

Après la conférence de
Londres de la F. S. I.
et de l'I. O. S.

Rétablissons la vérité

L'Internationale Socialiste conjointement à la Fédération Syndicale Internationale viennent de tenir un important congrès sur lequel il n'est pas permis de garder le silence. On en pourrait déterminer l'orientation en sachant que parmi les principaux leaders qui intervinrent au cours des débats se trouvaient l'ancien ministre belge Vandervelde et le député français Grumbach. Ces hommes, dont on connaît le rôle éminent pendant la guerre, de 1914-1918, l'un comme ministre d'Etat, l'autre comme agent du Deuxième Bureau, tous deux acharnés jusqu'au bout, prétendent déterminer la position des deux Internationales devant les menaces d'une nouvelle guerre. Leur influence se traduit d'ailleurs dans la rédaction des résolutions qui ont été votées et dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles sont dans la ligne qu'ont suivie ces messieurs jusqu'aujourd'hui et qui leur a permis, participants prudents d'une première guerre, d'arriver sains et saufs au seuil d'une seconde.

Nous détachons deux passages essentiels de ces résolutions. Le premier a trait aux événements d'Espagne et affirme que le peuple espagnol « est engagé dans une lutte, non point civile, mais de libération nationale ». Le second, d'inspiration nettement « Front populaire » reproduit la thèse bien connue de nos néo-nationalistes. On y envisage les moyens d'établir la paix dans le monde et on y déclare que « le seul moyen propre à mettre un frein à l'action des puissances fascistes est une action déterminée des peuples pacifiques dont la paix est le trésor commun et indivisible ».

Nous opposons une fois de plus à ces affirmations hardies le démenti le plus absolu. D'abord, il n'est pas vrai que l'Espagne populaire mène une lutte de libération nationale. Elle est engagée dans un combat qui l'oppose non point à l'Italie ou à l'Allemagne, mais à ses éternels oppresseurs : le capitalisme et ses alliés l'Eglise et l'Armée. Le sort de l'Espagne, comme puissance impérialiste, lui importe peu. Elle ne combat point des armées étrangères pour assurer l'intégrité du sol national ou du domaine colonial. Les armées étrangères ne sont point elles-mêmes les instruments d'un envahisseur comme le furent les armées françaises de Napoléon ; elles sont des formations mercenaires destinées à appuyer l'action répressive d'un gouvernement national qui s'est constitué pour anéantir un mouvement révolutionnaire en sorte que la lutte que soutient l'Espagne populaire est au sens strict du terme une lutte de classe.

LASHORTES.

(Voir suite page 2.)

Le gouvernement Blum suit le chemin traditionnel de la Social-Démocratie et fait mitrailler les travailleurs

A Metlaoui, la semaine dernière, vingt morts ! C'étaient des coloniaux, de la matière « vile » en somme.

A Clichy, hier, cinq morts et des centaines de blessés. Des prolétaires français cette fois !

La bourgeoisie capitaliste, ses chiens de garde, ne distinguent pas entre les asservis ! Ils frappent indifféremment sur les ouvriers quelle que soit leur couleur quand ceux-ci réclament un peu moins de misère et un peu plus de liberté. C'est le cas d'hier, car la manifestation fasciste de Clichy était une provocation directe à la liberté des travailleurs.

Le gouvernement « de Front populaire » — A DIRECTION SOCIALISTE — en avait jugé différemment puisqu'il avait autorisé la manifestation.

Il porte ainsi une responsabilité terrible. Il mérite l'invective autrefois lancée contre le gouvernement Clemenceau : GOUVERNEMENT D'ASSASSINS, car il n'a plus rien à envier, sinon la défaite totale, à la social-démocratie allemande. Il possède maintenant son Noske, son Zorgebel.

Les maîtres de la finance sont rassurés. Le pouvoir est dans de bonnes mains. La « confiance » va revenir.

Les pronostics les plus pessimistes que nous faisons sur le Front Populaire sont dépassés. Et des militants syndicalistes nous reprochaient encore d'être trop intransigeants ! « Il faut laisser faire l'expérience », nous disaient-ils. Elle est faite. Les résultats sont là.

Le sang de Metlaoui, de Clichy nous donne, hélas ! tragiquement raison : Il n'y a pas de politique ouvrière possible en régime capitaliste. Il n'y a qu'une politique CAPITALISTE.

Le sang qui montre tous les jours du Front Populaire pour réduire les incidents en preuve, au contraire, la gravité. Le principal responsable de cette abominable tuerie, Marx Dormoy, a osé, dans une déclaration faite aux journalistes, parler d'une enquête pour établir les

responsabilités. Le responsable, mais c'est le gouvernement Léon Blum, Marx Dormoy lui-même et les faits le prouvent.

Les ex-Croix de Feu avaient organisé une réunion dans la cité ouvrière de Clichy. Est-ce que ce n'est pas là déjà, en soi, une provocation ? Ce fut l'avis unanime des organisations prolétariennes qui firent appel à leurs membres pour contre-manifester.

Nous pouvons nous étonner du souci de la « démocratie » que montrent les jacobins en carton-pâte de l'ŒUVRE lorsqu'ils écrivent : « Voilà aussi — il faut bien le dire — ce que nous aura valu cette intolérance qui veut que nous réclamions tous la liberté, en la refusant aux autres ». Nous ne pouvons que leur répondre par la fameuse formule de Robespierre, jacobin authentique : « Il n'y a pas de liberté pour les ennemis de toutes les libertés ».

Et c'est ainsi que le comprennent les travailleurs qui ne veulent pas subir le sort de leurs frères d'Italie et d'Allemagne, et d'Espagne, menés à la plus sanglante des guerres par l'inertie traîtresse des dirigeants social-démocrates.

Cet odieux massacre ne peut rester sans sanction. La classe ouvrière doit parler haut et ferme.

Quelle va être l'attitude de la C.G.T. ? L'organisation spécifique de la classe ouvrière ne peut rester passive.

Hier les ouvriers eux-mêmes, à Clichy, réclamaient la seule riposte qui convienne : L'ARRÊT DU TRAVAIL.

Les assassinés de Clichy doivent être accompagnés à leurs tombes par la classe ouvrière parisienne, tout entière réunie derrière leurs cercueils. LA C.G.T. DOIT DONNER L'ORDRE DE LA GREVE GENERALE.

Si elle restait dans l'expectative, elle se rendrait complice de cet horrible massacre de prolétaires.

L'UNION ANARCHISTE.

La riposte ouvrière s'organise

Du Syndicat des Bois Ameublements nous avons reçu le communiqué suivant : Les ouvriers et ouvrières, quelques milliers employés et la majorité de la Maîtrise de la M^{re} Zarl et S.P.E., groupant 400 travailleurs, ont, devant la provocation de la police et l'assassinat de nos camarades ouvriers, effectué, ce matin mercredi, l'arrêt du travail de 9 heures à 9 h. 1/4. Ils demandent l'arrestation immédiate des assassins et responsables de cette tuerie. Devant la passivité actuelle de notre C.G.T., demandant à passer à une action plus énergique.

Les ouvriers fêtissent, une fois de plus, l'odieuse attitude de la grande presse dite d'information qui, à l'occasion de cette véritable provocation, déforme les faits au bénéfice des ligues fascistes et du capitalisme qu'elle sert avouglément.

Pour la section syndicale :
Le secrétaire adjoint.

D'autre part, nous apprenons que le Syndicat des Métaux de la R.F.Y. a voté une résolution réclamant une grève générale de 24 heures pour protester contre le crime.

La faillite du Front Populaire et les Anarchistes

Le grand emprunt de la défense nationale ou mieux de la « sécurité nationale », consacré définitivement à l'asservissement du Front Populaire au capitalisme. Venant après le signal de la pause annoncée par Blum, le projet de militarisation de la jeunesse et les sanglants incidents qui se produisent de plus en plus fréquemment en Afrique du Nord, il démontre, une fois de plus, qu'en régime capitaliste on ne peut pas gouverner contre ce régime, mais bien seulement pour ce régime, et la politique qui en résulte ne peut être qu'une politique bourgeoise de défense des intérêts de l'impérialisme. Les quelques avantages que le gouvernement de Front Populaire a légalisés, sous la pression des masses populaires, ne contrebalancent pas, tant s'en faut, toutes les décisions anti-ouvrières qu'il a prises. Car, c'est une décision anti-ouvrière que ce grand emprunt destiné à financer les armements français ; ce sont des milliards dont le prolétariat français touchera un jour les intérêts sous forme de bombes, obus et autres articles de mort, car la course aux armements actuelle ne peut mener qu'à la guerre. La militarisation de la jeunesse existe seulement dans les pays dits de dictature et ces pays contre lesquels on veut organiser la ligue des démocraties et qui, en réalité opposent simplement des impérialismes repus à des impérialismes non satisfaits. En un mot toutes ces mesures sont des mesures fascistes. Ce que le prolétariat français n'aurait jamais accepté venant d'un gouvernement de droite, il le sanctionne aujourd'hui venant du Front Populaire, par son absence de réaction, voire par une participation à tous ces actes qui sont destinés à mieux assurer son asservissement. Grâce au Front Populaire l'Union Sacrée est d'ores et déjà chose faite en France.

Pouvait-il en être autrement d'ailleurs ? Certes non. Le seul service qu'aurait pu rendre le Front Populaire aurait été de préparer le terrain à un Front Révolutionnaire, mais de par sa composition, c'était peu probable.

Pour nous, anarchistes, la faillite du Front Populaire ne nous étonne pas, et sans être devins, ni infailibles, nous l'avions prévue. J'ai sous les yeux, un tract que nous avons édité en 1935, alors que le Front

LA SOIREE TRAGIQUE

ouvriers s'écrièrent : « ils tirent à blanc ». Mais ils s'aperçurent vite de leur erreur, lorsqu'ils virent de leurs camarades morts ou blessés s'écrouler. L'indignation était à son comble. Ils tentèrent, toujours avec un courage sublime, de résister, en dressant quelques barricades.

Déployés en tirailleurs, tirant sans arrêt, les flics chargèrent. Les manifestants se réfugièrent dans la mairie ou les brutes policières les poursuivirent. Une femme fut blessée à l'intérieur même de la mairie. Toute la façade de cette dernière est criblée de balles. Preuve évidente

que ces messieurs de l'ordre se sont bien servis de leurs armes, contrairement à ce qu'ils déclarent si véhémentement.

Quand Marx Dormoy en personne arriva, il fut accueilli non pas par le cri de « dissolution des ligues fascistes », comme le dit l'Humanité, mais bien par celui de « Démission ». Il promit de faire cesser le feu et d'évacuer les forces policières. Satisfaits, confiants dans la parole d'un ministre, les ouvriers descendirent dans la rue ; ils furent alors accueillis par une nouvelle salve qui en coucha encore quelques-uns à terre. Durant toute la soirée des incidents semblables se déroulèrent. Les bourgeois criminels avaient si bien perdu le contrôle d'eux-mêmes qu'à un moment donné flics et gardes mobiles se mitraillèrent entre eux.

Où sont les responsabilités ? Comment les dirigeants du Front Populaire peuvent-ils avoir l'audace de poser une telle question ? Comme on comprend leur gêne pour expliquer cet odieux assassinat. Ils peuvent parler de provocateurs, chercher à faire porter la responsabilité sur les fameux « éléments troubles et incontrôlables ». Cette fois la démonstration est formelle. Le gouvernement est seul responsable.

Pour clamer votre
indignation du massacre,
en MASSE au MEETING
8, rue Danton.

ous ce soir Sociétés Savan

Le libertaire syndicaliste

UNE INNOVATION

La C. G. T. a son budget de guerre

Nous espérons fausse la nouvelle parue dans la presse la semaine dernière, selon laquelle le concours des syndicats ouvriers et paysans était promis aux comités départementaux chargés d'organiser la propagande pour la réussite de l'emprunt dit de défense nationale.

Nous avons dû, depuis, nous rendre à l'évidence en trouvant l'éclatante confirmation dans le compte rendu de la réunion de la commission administrative de la C.G.T., qui se termine par cette décision à laquelle on s'est efforcé de donner une tournure anodine : « Une participation à l'emprunt national de 250.000 francs a été votée. »

250.000 francs, pour un budget comme celui de la C.G.T., c'est, bien entendu, une bagatelle ; aussi n'est-ce pas l'importance de la somme qui nous indigne, mais bien l'adhésion de principe à la politique de reniement du gouvernement de Front populaire, qui, de plus en plus prisonnier de la haute mercurie, préfère réaliser sur le dos des travailleurs les milliards destinés à alimenter le budget de la guerre au lieu de toucher au capital.

Et il s'est trouvé à la commission administrative de la C.G.T. trente-cinq militants responsables, trente-cinq renégats qui ont abusé des prérogatives qui leur sont conférées pour lier, par une contribution massive et sans consultation préalable, le sort de la classe ouvrière de ce pays aux destinées de la politique gouvernementière qui exige notre impérialisme.

Qui aurait pu prévoir qu'un jour, par simple décision de quelques bureaucrates trahissant leur mandat, les cotisations syndicales serviraient à « nourrir la guerre », que les articles leaders du journal de la C.G.T. seraient consacrés à faire la réclame pour l'emprunt auprès des « Préfets, auxquels Alice Jouenne assure : « Préferez-vous à la douceur des meurs décadentes de notre pays la brutalité d'un Mussolini qui s'empare, sans explication, des capitaux qu'exige sa politique impérialiste ? »

Le ministre de la Guerre, Daladier, a dû bien regretter que pareil langage n'ait été tenu au micro entre le discours du cardinal Verdier et celui du pipard Herriot venu, une fois de plus, au chevet de la mère malade.

Qui se serait douté que *Le Peuple* serait destiné à couvrir cette trahison par l'insertion de placards patriotards et trompeurs où l'on lit : « Français, tous vous êtes solidaires pour défendre VOTRE sol, VOTRE travail, VOTRE avenir... » ?

Jusqu'à ce jour, le syndicalisme avait prétendu que le travailleur salarié, ne possédant rien et n'ayant par conséquent rien à défendre, aucune communauté ne pouvait exister entre lui et son exploitateur capitaliste. Il dénonçait cette formidable fumisterie qui consiste à masquer les rapines impérialistes sous des formules comme celles de la défense du sol, du patrimoine na-

tional et autres fadaïses auxquelles il opposait l'internationalisme prolétarien.

Or, il paraît que depuis l'avènement du Front populaire au pouvoir, ces conceptions sont périmées et désuètes. Nous avouons ne pas comprendre.

Le réalisme du Front populaire a-t-il fait disparaître les antagonismes de classe ? Sous le gouvernement démocratique à direction socialiste, l'exploitation de l'homme par l'homme a-t-elle disparu ? Le veau d'or ne reste-t-il pas tout-puissant ?

Est-ce pour assurer la défense d'un tel régime que l'on invite les travailleurs à contribuer de leurs maigres deniers à la fabrication des engins de meurtre dont ils seront les premières victimes ?

C'est pour cela que l'équipe confédérale a voulu que la C.G.T. ait son budget de guerre ? Pourquoi pas bientôt sa commission de préparation militaire et son comité pour la renaissance des retraites patriotardes d'avant guerre ? On est pour la défense nationale ou on ne l'est pas, et nous voyons très bien que « va-t'en guerre » confédérale solliciter l'adhésion des militaires de carrière à la C.G.T. A quand le syndicat des rempiles ?

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle faillite montre qu'il est urgent de dresser un barrage solide au courant meurtrier qui nous entraîne vers le sentier de la guerre.

Partout la protestation ouvrière doit s'affirmer nette, brutale contre les dirigeants incapables de prendre leurs responsabilités pour exiger, par une manifestation de rue, que cesse le blocus de l'Espagne ouvrière, tandis qu'ils s'efforcent de détourner les cotisations patriotardes.

Que tous les syndicalistes sincères imitent l'exemple du camarade dont nous publions ci-dessous la lettre prise parmi d'autres nombreuses lettres protestataires trouvées dans notre courrier.

Avant lu dans la presse que la C.G.T. participait pour 250.000 francs à l'emprunt de la Défense nationale et autorisait les délégués syndicaux à participer aux comités départementaux pour l'emprunt, j'ai aussitôt rédigé une protestation que je vais faire signer par le maximum de camarades syndiqués. J'enverrai ensuite celle-ci au Comité exécutif de notre section pour transmission au Comité fédéral et je demanderai également la publication de cette protestation sur nos journaux syndicaux. Si l'idée vous paraît bonne, je vous demande de publier dans votre prochain numéro un appel pour la généralisation de cette riposte, car nos cotisations ne doivent pas servir à la préparation de la prochaine.

Voilà qui est fait.

G. A...
N. FAUCIER.

Le bureau de la C. G. T. s'est réuni cet après-midi

pour envisager la riposte ouvrière : celle-ci pour être effective doit être

LA GREVE GENERALE

DANS LES SYNDICATS

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

DANS LES TRANSPORTS

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Le Congrès de l'union départementale de la Loire

Rétablissons la vérité

(Suite de la première page)

Il importe de ne pas défigurer un si prodigieux événement. On s'y applique cependant avec une lâcheté suspecte. Nous en savons les motifs. Il s'agit de convaincre les prolétaires de tous les pays (car cette propagande est à double aspect, et les métaux du « bolchévisme conquérant » sont évoqués en Allemagne avec la même efficacité qu'ici ceux du fascisme international), qu'ils doivent être prêts à faire la guerre et à mourir pour la patrie.

Il faudrait pourtant que nous arrivions à faire entendre à ces prolétaires voués au massacre que le mot « fascisme international » est absolument vide de sens, qu'il est une de ces formules creuses qui recèlent les pires mensonges, mais qui, hélas ! se montrent merveilleusement propres à entraîner les peuples à la guerre. Il faut le répéter : il n'y a pas de fascisme international, pas plus qu'il n'y a de peuples belliqueux, pas plus qu'il n'y a de démocratie pacifique.

Tous ces slogans d'une propagande intéressée, sont autant de pièges où se laisse prendre la bonne foi des travailleurs. Ce qu'on prend pour le fascisme international n'est qu'une combinaison instable d'intérêts impérialistes que réalise une politique et qu'une autre politique peut détruire. L'axe Rome-Berlin ne saurait faire oublier qu'il fut un temps où Mussolini montait une garde agressive au Brenner contre Hitler soupçonné de vouloir réaliser l'Anschluss. Aujourd'hui encore l'hypothèse ne saurait être écartée d'un renversement des alliances. Moscou nous menace, si nous ne signons pas les accords militaires qui doivent compléter le pacte franco-soviétique, de changer son fusil d'épaule et de se rapprocher de l'Allemagne. L'Italie n'a pas perdu l'espoir de quel- que Locarno qui la rapprocherait de l'Angleterre et lui éviterait les sacrifices inégaux d'une course aux armements navals. La France démocratique n'a pas abandonné ses projets d'une entente franco-allemande qui ne serait pas trop onéreuse. La Pologne, enfin, est prête à se vendre au plus offrant. Bref, derrière une pseudo-guerre des idéologies, il faut apercevoir les conflits très réels des impérialismes rivaux qui utilisent du mieux qu'ils peuvent la conjoncture politique et sociale et qui essaient de gagner diplomatiquement et militairement la guerre avant de la gagner militairement.

Nous ne modifierons donc pas nos conclusions. Contre l'impérialisme au cent visages un seul front doit se former : celui de l'internationalisme prolétarien.

LASHORTES.

Comité pour l'Espagne libre

Au secours de l'Espagne antifasciste

Le drame qui se poursuit de l'autre côté des Pyrénées rend plus nécessaire que jamais l'étroite solidarité des travailleurs de ce pays envers leurs frères d'Espagne, qui mènent une lutte sans merci contre le fascisme international au milieu d'innombrables difficultés économiques provoquées par le blocus des impérialismes coalisés.

Le Comité pour l'Espagne libre qui assure le ravitaillement par camions, en vivres, vêtements et médicaments des régions les plus éprouvées s'adresse à tous les antifascistes, à tous les gens de cœur pour apporter aux innombrables victimes du fascisme le réconfort moral et matériel.

200 enfants, 200 orphelins, dont les parents ont été massacrés à Madrid et à Malaga, ont été recueillis par nos soins et attendent de la solidarité ouvrière la nourriture et le vêtement qui leur sont indispensables.

Camarades antifascistes, pensez à ceux qui luttent pour échapper à la servitude. Contribuez à remplir nos camions. Rendez-nous visite. Apportez-nous vos dons. A tous merci.

Le Comité pour l'Espagne libre,
26, rue de Grussol, Paris (11^e).

à plein essor, enthousiasme de toutes nos prévisions. Ceci pour démontrer, s'il en était besoin, que les anarchistes ne sont pas des fous ou des utopistes comme on voudrait le faire croire à la classe ouvrière.

J'extrait de ce tract les principaux passages suivants qui s'avèrent particulièrement exacts actuellement :

« Qu'est-ce en effet que le Front Populaire ? »

C'est, d'une part, les directions des partis S.F.I.C. et S.F.I.O., hérétiques de toutes les erreurs, fautes et trahisons que ces partis ont commises.

C'est, d'autre part, les partis démocratiques représentant la bourgeoisie libérale, parlementaire, ennemie de toujours du prolétariat.

Que veut le Front Populaire ? Un gouvernement de gauche, forme de gouvernement qui, par sa base sociale incohérente, ne peut avoir de politique révolutionnaire.

Quel est le programme du Front Populaire ? Un programme de repliement du capitalisme, avec des promesses pour tous les mécontents, des contradictions flagrantes dans les mêmes projets.

Quels sont les moyens préconisés par le Front Populaire ? Les élections, le bulletin de vote, le jeu du Parlement, le régime des discours.

L'exemple des décrets-lois Laval acceptés sans lutte en pleine période de croissance du Front Populaire est à retenir.

Pour le Front Populaire, les organisations ouvrières sont de seconde importance, l'action prolétarienne insignifiante, c'est le vieux système parlementaire qui, d'après eux, doit nous sauver.

Les conséquences d'une pareille politique, c'est l'abandon de la lutte des classes, c'est l'abandon de l'idée révolutionnaire. C'est l'acceptation de la notion d'intérêt général, c'est un pas vers l'Union Sacrée, car partisan de la défense nationale, du pacte franco-soviétique, de l'Etat Russe, le Front Populaire engage ses membres à participer à la guerre qui, demain, opposera la République à la démocratie bourgeoise.

Et nous concluons en disant que ce que veulent la classe ouvrière et tous les opprimés, c'est :

« Un Front Révolutionnaire Proletarien groupant toutes les organisations à base ouvrière ou révolutionnaire, et dont l'animateur, le pivot serait les organisations syndicales. »

Front Révolutionnaire des Travailleurs qui aurait comme but la transformation du régime capitaliste en régime véritablement socialiste et prolétarien, c'est-à-dire la remise des usines, des usines, de la production, toute entière aux mains de leurs véritables propriétaires : les producteurs, les travailleurs. »

Pour placer le prolétariat dans de meilleures conditions pour cette lutte décisive, nous préconisons un programme minimum dont les points principaux étaient :

« La préparation minutieuse de la grève générale à opposer à un coup d'état fasciste ou à une menace précise de guerre. »

La lutte pour la défense des libertés ouvrières de presse, de parole, de manifestation, d'association, bien distinctes de l'ensemble du régime démocratique bourgeois.

L'organisation systématique de la défense armée du prolétariat par la création de ligues de combat.

La lutte pour le relèvement des salaires, la diminution des heures de travail avec le maximum de 40 heures par semaine.

La lutte pour l'application de la formule : « à travail égal, salaire égal ». Droits égaux pour les femmes, les jeunes, les colons, les étrangers. »

Cette critique du Front Populaire faite il y a deux ans, les élections qui ont suivi, la mise à l'ordre du jour des revendications immédiates que nous proposons, tout cela se justifie chaque jour davantage.

A l'exception des 40 heures, bien menacées d'ailleurs dans certaines corporations et non acquises encore par d'autres, rien n'a été réalisé.

La C.G.T. elle-même, malgré la fusion et l'augmentation de ses effectifs s'enfoncé de plus en plus dans le bouillonnement réformiste. Sa Commission administrative vient de soumettre pour 250.000 francs à l'emprunt de défense nationale ! Et pourtant le régime n'a pas changé, les capitalistes sont toujours là, plus décidés que jamais à défendre leurs intérêts.

La trahison est flagrante. Aucun travailleur réfléchi ne peut s'y laisser prendre. Le regroupement du prolétariat révolutionnaire sur les bases ci-dessus annoncées s'impose à tous ceux qui ne veulent toujours maintenir haut et ferme le drapeau de la révolution sociale.

L. S.

Aux groupes d'usines

A l'heure où tant d'ouvriers révolutionnaires découvrent la trahison des « partis prolétaires » où tant de syndiqués s'effraient de la « colonisation stalinienne » de la C.G.T., il apparaît aux groupes d'usines de rassembler ceux qui demeurent des révolutionnaires sincères.

Les circonstances actuelles (trahison du F.P., grèves américaines, etc.), illustrent parfaitement nos conceptions : faillite du parlementarisme, trahison de l'action directe et autonome des travailleurs. Ces faits « parlent » aux ouvriers. Nous nous devons de les commenter autour de nous.

Ceci pose la question de la propagande. Comment orienter celle-ci ? A mon avis c'est au groupe de chaque usine de juger, car suivant les entreprises, les industries, les méthodes doivent différer.

Mais néanmoins une coordination des efforts de tous les groupes d'usines est nécessaire pour dégager les grandes lignes de la propagande du moment, pour rassembler tous les éléments d'informations, pour entreprendre le travail critique et aussi le travail constructif.

Nous devons envisager sérieusement la préparation de la prochaine réunion d'information des groupes d'usines, à l'issue de laquelle nos camarades donneront leurs suggestions sur la façon dont ils envisagent leur propagande.

Il est également nécessaire d'aider à la constitution d'un groupe là où il n'en existe pas. Nous devons nous organiser sans tarder pour faire l'effort de propagande extérieure qui doit épauler l'action intérieure de nos camarades ou de nos sympathisants : confection et diffusion de tracts à la porte, réunions de propagande à la sortie de nos ateliers. Tout cela pose la question d'une organisation à créer, d'un effort financier à faire. Mais notre tâche apparaît si pressante, si urgente, le « climat » est si favorable, que nous ne devons pas la repousser à tard.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.

En attendant, nous devons nous préparer à la lutte révolutionnaire, à la lutte pour la conquête de la patrie.